

Arrêté préfectoral complémentaire du 30 JUIN 2025

modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 1999 relatif à une installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société COVED et située lieu-dit « MONTAUTY » à Saint-Sulpice-La-Pointe

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 14 novembre 1994 autorisant la SARL ROQUES à exploiter jusqu'au 31 juillet 2002 un centre d'enfouissement technique de résidus urbains au lieu-dit « Montauty » sur la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 novembre 1999 portant mise en conformité et imposant des garanties financières au centre d'enfouissement technique de déchets ménagers et assimilés de Saint-Sulpice-La-Pointe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 20 août 2020 relatif au suivi post-exploitation et à l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'installation de stockage de déchets non-dangereux de Saint-Sulpice-La-Pointe par la société COVED ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 Février 2016 relatif aux installations de stockage des déchets non dangereux ;
- Vu** le porter à connaissance du préfet déposé par courriels en date du 30 août 2022 complété en juillet 2024, par la société COVED, dont le siège social est situé 7 rue du docteur Lanceaux 75008 PARIS, relatif à l'arrêt de la torchère au sein de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « MONTAUTY » sur la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 10 juin 2025;

Vu le projet d'arrêté transmis le 10 juin 2025 à la société COVED Environnement pour remarques éventuelles ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 juin 2025 ;

Considérant que l'exploitant souhaite mettre à l'arrêt la torchère en service sur l'ISDND en post-exploitation ;

Considérant que le site ne nécessite plus la destruction de biogaz et qu'en conséquence la torchère peut être arrêtée et démontée ;

Considérant que le site est désormais en gestion passive de ses biogaz au sens de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires du 10 novembre 1999 et 20 août 2020 susvisés sur la base des modifications apportées sur l'installation ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

Arrête

Article 1^{er}

La prescription de l'article 46.c de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 1999 susvisé, modifiée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 août 2020 susvisé, est abrogée.

Article 2

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 3

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Saint-Sulpice-La-Pointe pendant une durée minimale d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie et le maire de Saint-Sulpice-La-Pointe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Castres, le **30 JUIN 2025**

**Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Castres,**



Laurent GANDRA-MORENO